

## **ETUDE DE CAS N° 22 : Gestion communautaire pour l'approvisionnement énergétique des centres urbains sahéliens en bois-énergie et intégration de la notion d'espaces naturels multi-usages. Impact sur les conditions d'existence des populations rurales et les dynamiques environnementales.**

Rédacteurs : Denis Gautier, Pierre Montagne, Fanny Rives et Régis Peltier.

Organisme porteur : Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) - UPR BSEF

### **Contexte : le bois reste la principale source énergétique des populations urbaines au Niger et au Mali**

Au début des années 90, avant la mise en œuvre des Stratégies énergie domestique (SED) au Niger (1989) et au Mali (1997), l'exploitation du bois des communs<sup>1</sup>, propriété de l'Etat, ne pouvait se faire légalement que par récolte de bois mort ou par coupe, quand un permis avait été délivré à un commerçant-exploitant par l'administration forestière centrale. Cette exploitation répondait à la demande en énergie domestique des populations urbaines en fort accroissement démographique.

Ce système était très inéquitable pour les populations rurales qui, spoliées de leurs ressources traditionnelles, exploitées par des bûcherons urbains, n'avaient pas intérêt à préserver ces ressources ligneuses de leurs territoires. Il était également peu efficace en termes de contrôle du système de collecte et de durabilité de l'approvisionnement des villes. Un phénomène de déforestation des zones périurbaines était constaté et a été à l'origine des efforts pour structurer et améliorer le fonctionnement de ces filières.

La conception, puis la mise en œuvre des SED au Niger et au Mali, s'est intéressée d'une part à la demande, en développant les foyers à combustibles ligneux économes ou en promouvant les énergies alternatives telles que le pétrole ou le gaz. D'autre part, elle a cherché à améliorer les conditions de gestion de l'offre, en réformant les codes forestiers pour transférer à des groupes professionnels du milieu rural la responsabilité de gérer les formations naturelles. L'idée était que l'accroissement démographique allait se poursuivre et donc la demande de combustibles ligneux également, mais que ce surcroît de demande pouvait être limité par le développement de foyers économes ou par la substitution énergétique. Vingt ans après, la calorie gaz ou pétrole ne peut concurrencer les combustibles ligneux, dont le prix en francs constants a même diminué. Le constat est que, encore pour quelques années, le bois restera la principale source énergétique des populations urbaines.

Notre contribution va donc se consacrer à la gestion de l'offre et à l'amélioration des cadres techniques et politiques de gestion des formations forestières péri-urbaines.

La base de ce processus fut, à partir de 1990, la mise au point, au Niger, dans le cadre opérationnel du projet Energie II, à l'initiative et avec le soutien de l'administration chargée des forêts, de la Stratégie énergie domestique marquée par la promulgation du décret 92-037. Cette SED fut également adoptée en 1997 par le Mali après promulgation de la loi forestière de 1995. Dans ces deux pays, les Etats ont accepté le transfert de gestion des forêts villageoises par la mise en place des marchés ruraux (MR) de bois, gérés par des Structures

---

<sup>1</sup> On entendra par « communs » les terres publiques, par référence au terme anglais de *commons*.

locales de gestion (SLG, Niger) et des Structures rurales de gestion (SRG, Mali). L'enjeu était (et reste) de permettre à l'Etat de pérenniser cet approvisionnement en combustibles ligneux en organisant les prélèvements dans des zones propices, où la possibilité annuelle restait supérieure aux prélèvements cumulés destinés aux populations rurales et urbaines. Ces éléments furent insérés dans un document dédié : les Schémas directeurs d'approvisionnement (SDA) en bois-énergie des villes (SDA Niamey en 1991, SDA Bamako en 1998).



*Le bois de feu, un produit vital pour la ville et la campagne. Embarquement d'un camion à destination de Niamey, dans un marché rural de la région de Say.*

Ces SDA permettaient de prévoir l'installation des marchés ruraux de bois (ou de charbon de bois) gérés par des coopératives de professionnels du bois. Ce transfert d'autorité de gestion fait partie du processus de décentralisation, même s'il en est de fait encore un peu déconnecté au Niger comme au Mali. Les acteurs impliqués dans ce processus sont donc nombreux : agents déconcentrés des administrations de l'environnement, autorités communales, autorités coutumières, coopératives de bûcherons, autres professionnels de la filière bois (commerçants-transporteurs) et autres utilisateurs des espaces naturels concernés (éleveurs, femmes collectrices de gomme, etc.).

Les SED sont liées à l'approvisionnement de grandes villes soudano-sahéliennes, avec des niveaux de précipitations annuelles pouvant aller de 1 100 à 600 mm. Au-delà, il est difficile d'envisager des aménagements dans les formations arborées très clairsemées. La saison sèche dure de 7 à 9 mois. Les densités démographiques sont difficiles à estimer, faute de statistiques fiables, mais elles sont de l'ordre de 50 hab./km<sup>2</sup> aux abords des grandes villes, puis de 10 à 20 hab./km<sup>2</sup> dans les périphéries lointaines, ces chiffres décroissant au fur et à mesure que l'on remonte vers le nord. Les activités principales sont l'agriculture (qui se pratique en général sur les sols les plus profonds), l'élevage, généralement transhumant (qui, localement, valorise les sols superficiels de « brousse » en saison sèche et les résidus de récolte en saison des pluies), et les cueillettes de tous ordres en brousse. La dichotomie entre peuples agriculteurs et éleveurs est moins tranchée qu'autrefois. Rares sont désormais les groupes sociaux centrés sur une activité. Avec les grandes sécheresses, les éleveurs nomades se sont

mis à cultiver des céréales, à pratiquer le maraîchage, voire à devenir bûcherons, activité autrefois socialement décriée. Avec la crise des matières premières (mévente du coton notamment), les agriculteurs se tournent de plus en plus vers l'élevage et, eux aussi, vers le bûcheronnage. Les uns et les autres cherchent à diversifier leurs activités pour être moins vulnérables aux aléas de tous ordres. Quant aux femmes, aux enfants et aux plus pauvres de tous groupes sociaux ruraux, ils pratiquent des cueillettes diverses dans l'espace naturel (gomme, fruits sauvages, fibres végétales, etc.) et des récoltes de survie en cas de famine (tubercules, brèdes, bourgeon central, etc.). Enfin, des acteurs spécialisés, peu nombreux mais socialement importants, pratiquent des cueillettes sur certains milieux ou végétaux bien particuliers, souvent rares et menacés (forgerons, tradipraticiens, chasseurs, apiculteurs, etc.).

Le processus amène les ruraux qui se sont engagés dans l'exploitation et le commerce du bois (en lieu et place des anciens salariés des exploitants-transporteurs-commerçants) à être en contact avec des transporteurs et des commerçants de la ville. Au travers des Structures locales de gestion (Niger) et des Structures rurales de gestion (Mali), ils sont vendeurs. Ce lien commercial enclenche parfois de nouvelles activités chez les ruraux pour l'approvisionnement de la ville en produits agricoles (ex : maraîchage) ou produits forestiers non ligneux (ex : gomme, légumes-feuilles) et/ou l'approvisionnement des villages (vêtements, produits de première nécessité, médicaments humains ou vétérinaires, compléments alimentaires pour animaux, pièces de vélos, etc.). Les charrettes achetées pour le transport du bois sont également utilisées pour celui des personnes et de nombreux produits. Leur entretien développe un petit secteur artisanal.

Les trois dimensions du développement durable sont intégrées dans le cadre d'intervention des Stratégies énergie domestique, au Niger comme au Mali. Il s'agit d'établir un approvisionnement durable des grandes villes en bois-énergie, en ayant donc une stratégie d'exploitation durable à l'échelle de leurs bassins d'approvisionnement, avec une répartition des ponctions d'exploitation en des lieux déterminés en fonction des Schémas directeurs d'approvisionnement, en ayant le souci de rééquilibrer les pouvoirs et les revenus de l'énergie entre la ville et la campagne, au profit des populations rurales et en particulier des groupes défavorisés.

Les SED s'inscrivent en principe dans un cadre politique plus englobant qui est celui de la décentralisation. Ce processus, bien que fortement appuyé par les bailleurs de fonds, a cependant pris du retard sur les réformes sectorielles, l'Etat central renâclant à transférer ses compétences en matière de gestion des ressources naturelles, même si le Niger est plus avancé que le Mali sur ce point. En effet, au Niger, la SED, antérieure à la réforme décentralisatrice de 2002, s'est appuyée sur les structures étatiques en place pour mettre en œuvre ses actions. Au Mali, la SED a fait appel à des opérateurs privés et a choisi de libéraliser la filière bois. La grande différence entre les deux pays reste qu'au Niger, l'Etat a fait le pari de laisser aux Structures locales de gestion toute latitude pour faire les prélèvements fiscaux et les a autorisées à en conserver une part significative (de 30 à 50 %) pour encourager les ruraux à s'approprier leurs espaces forestiers. Au Mali, la loi n'a pas permis cette avancée et induit une moins bonne appropriation.

### **Stratégie de l'intervention : le transfert d'autorité de gestion des ressources naturelles aux populations rurales**

Le levier principal d'intervention retenu pour une transition vers un agroécosystème durable est le transfert d'autorité de gestion des ressources naturelles aux populations rurales.

L'approche a essentiellement été sectorielle, avec la définition d'espaces dédiés à la coupe de bois, l'élaboration de plans d'aménagement forestier qui ont inclu des quotas de

commercialisation et des prélèvements fiscaux, etc. Bien entendu, dès la création des marchés ruraux, il a été tenu compte du fait que les forêts villageoises constituaient l'essentiel du pâturage des nombreux troupeaux locaux et transhumants et qu'elles constituaient une réserve foncière potentiellement cultivable pour les villageois riverains. Cependant, cette politique étant portée par les ministères chargés de l'énergie et des eaux et forêts, et non par ceux chargés de l'agriculture et de l'élevage, le choix a été systématiquement fait de favoriser la production de bois, en tolérant le pâturage lorsqu'il n'était pas jugé trop gênant, mais en cherchant à limiter autant que possible les défrichements agricoles et le pâturage des jeunes rejets de taillis. C'est pourquoi, dans les Structures locales de gestion et les Structures rurales de gestion, éleveurs, cueilleurs et agriculteurs n'ont eu qu'un rôle minoritaire.

Le marché rural de bois est une innovation qui a été assez bien accompagnée dans les deux pays en termes de formations techniques, même si ces techniques elles-mêmes étaient connues et éprouvées depuis longtemps (carbonisation, etc.), et en termes de formation à la comptabilité. Des crédits ont été accordés par les projets aux bûcherons pour s'équiper en matériel, en particulier en charrettes. En revanche, la logique projet des SED n'a pas permis une intégration de recherche pour évaluer les risques de cette innovation. Cette recherche s'est faite à la marge.



*Les marchés ruraux ont permis aux bûcherons de s'équiper en charrettes asines pour transporter le bois, mais aussi de très nombreux autres produits.*

A partir du moment où un marché rural est créé et qu'une SLG/SRG est fonctionnelle avec ses droits de coupe, elle peut exploiter la ressource dans la limite du quota octroyé au marché rural, la mettre en marché et améliorer les conditions d'existence de ses membres. Cela est avéré par les enquêtes socio-économiques qui ont été menées.

La grande innovation des SED a été de remettre les populations locales au cœur de la gouvernance des ressources de leur territoire villageois, dans une approche à la fois économique de lutte contre la pauvreté, et sylvicole pour planifier et organiser l'exploitation ligneuse. Cette gouvernance avait cependant, volontairement, été définie comme sectorielle, et donc peu intégrée avec les autres activités rurales.

Les deux parties prenantes les plus impliquées sont les SLG/SRG et les agents forestiers déconcentrés. Les autorités coutumières et communales, même si elles sont consultées, ne jouent encore qu'un rôle marginal, même s'il est amené à se développer au moins pour les autorités territoriales.

Une autre idée des SED a été de faire en sorte que les appuis des projets (Energie II au Niger, Cellule combustible ligneux au Mali, et les projets qui les ont suivis) préparent leurs propres arrêts. Les investissements conceptuels ou en formation devaient, notamment par les outils de planification (Schémas directeurs d'aménagement) ou opérationnels (marchés ruraux), mais aussi économiques et fiscaux, assurer que les SLG/SRG soient autonomes. Les défauts inhérents et communs à tous les projets n'ont pas permis d'atteindre ces objectifs. L'appui en compétences s'est essentiellement fait au niveau des groupes de professionnels de la filière bois (bûcherons des SLG, mais aussi marchands), par des formations techniques et organisationnelles. Sinon, les appuis financiers des projets (crédits charrettes, caisses d'avance pour préfinancement d'une partie du bois) ont été marginaux et de courte durée, pour « amorcer la pompe ».

Au Niger, la SED s'est mise en place à l'échelle du pays (en particulier dans les villes de Niamey, Maradi et Zinder) de 1989 à 1998 grâce à un fonds de la Banque mondiale d'environ 13 millions USD (y compris les interventions du volet demande). De 2000 à 2002, dans les mêmes zones, un appui de l'Agence danoise pour le développement international (DANIDA), de 3 millions USD, a poursuivi les tâches. De 2002 à 2006, la Banque africaine de développement a apporté, toujours à l'échelle du pays, un fonds de 9 milliards de Fcfa pour des actions qui allaient au-delà de la simple SED. Enfin, de 2007 à 2011, l'Union européenne a poursuivi l'amélioration méthodologique de la SED, en particulier l'intégration au processus de décentralisation dans une seule commune pour une somme de 0,4 millions d'euros.

Pour la SED Mali, 7,9 million d'euros ont été apportés par la Banque mondiale et le gouvernement néerlandais de 1996 à 2000, puis 0,45 million d'euros par ces mêmes bailleurs de 2000 à 2002. Ce projet s'est poursuivi à partir de 2004 par la création d'une Agence nationale en charge de l'énergie domestique et de l'électrification rurale (AMADER).

La SED Niger a duré 15 ans. La SED Mali a duré 5 ans et se poursuit depuis 2004 avec l'action de l'AMADER.

## **Résultats**

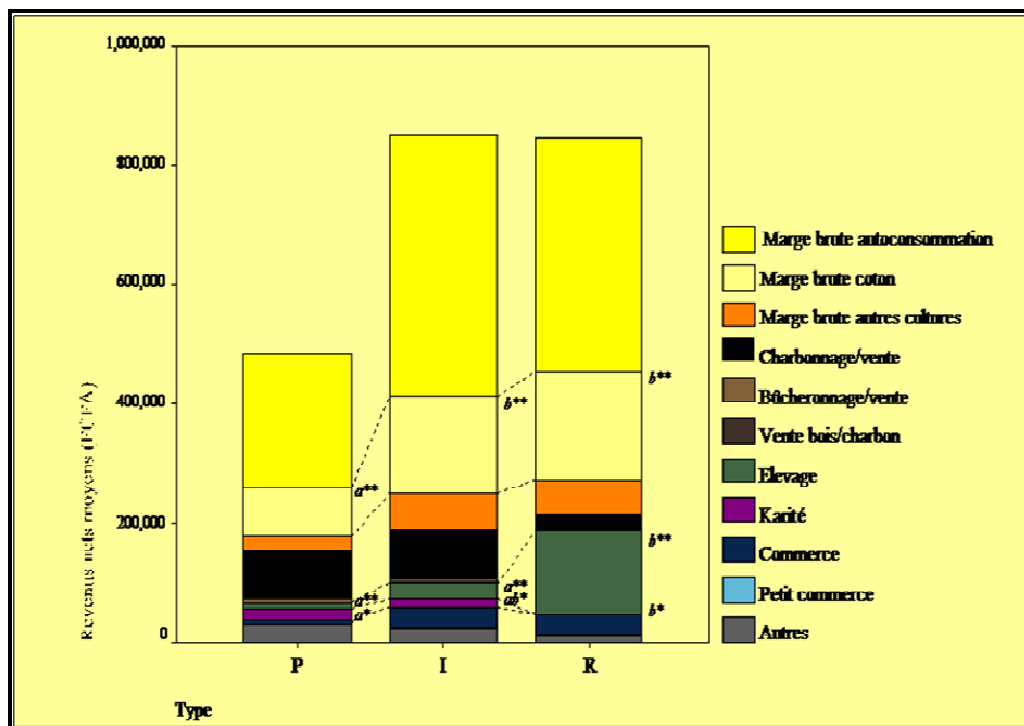
Des marchés ruraux de bois ont été mis en place, gérés par des acteurs locaux qui se sont réappropriés leurs ressources et leur territoire. Un certain nombre d'acteurs du village ont été responsabilisés, pour tendre vers une durabilité de la gestion forestière des communs. Mais il est difficile tout de même, pour ces acteurs en charge du marché rural, souvent les plus marginaux du village, de contrôler les pratiques des autres habitants du village, ainsi que des agents déconcentrés de l'Etat, et donc de faire respecter les normes définies par la SED. Il est ainsi notable que ni les limites des parcelles de coupe, ni les quotas, ne sont vraiment respectés à l'heure actuelle. Mais on peut aussi considérer que ces débordements sont un passage obligé après des années de politiques forestières coercitives, en espérant que les écosystèmes soient suffisamment résilients pour supporter les coupes légales et celles des *free-riders* qui profitent du système.

Les pouvoirs des acteurs ruraux et urbains de la filière ont été rééquilibrés, en particulier en saison des pluies où il y a moins de bois sur les marchés ruraux. Les conditions d'existence des groupes sociaux défavorisés dans les villages de marchés ruraux ont été améliorées (hommes de « caste », migrants, femmes au Mali, etc.)

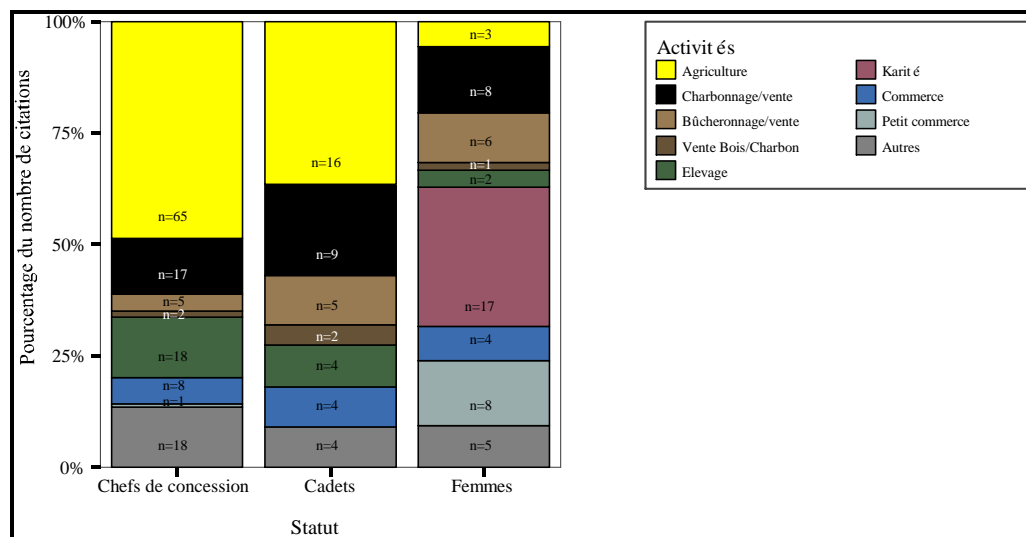


## Impacts des interventions

Au sein des exploitations, les chefs de ménage dépendants et les femmes, particulièrement dans le cas du Mali, ont pu s'émanciper de la tutelle du chef d'exploitation grâce à une activité apportant un revenu complémentaire. Pour les acteurs sans terre, comme les nouveaux migrants et les jeunes adultes, l'opportunité économique offerte par la filière bois est cruciale. Certains esprits grincheux de l'administration forestière considèrent que les acteurs préfèrent désormais couper du bois pour gagner leur vie plutôt que de cultiver. La réalité est bien plus complexe que cela. Le fait de s'engager ou non dans la coupe de bois dépend de son statut social mais aussi des aléas climatiques, qui sont d'autant plus durement ressentis que l'on a peu de terres agricoles. Une partie faible mais bien réelle des revenus forestiers directs (revenu des bûcherons) et indirects (caisses villageoises) a été réinvestie dans l'agriculture (création de vergers) et dans l'élevage (achat de bétail, vaccination), ainsi que dans l'équipement des exploitations (matériel d'attelage, charrettes). La possibilité d'assurer la « soudure » alimentaire par vente de bois et achat de céréales a découragé les agriculteurs les plus pauvres de défricher et cultiver des terres marginales et fragiles de plateau et jupe sableuse, ce qui a réduit la dégradation des sols.



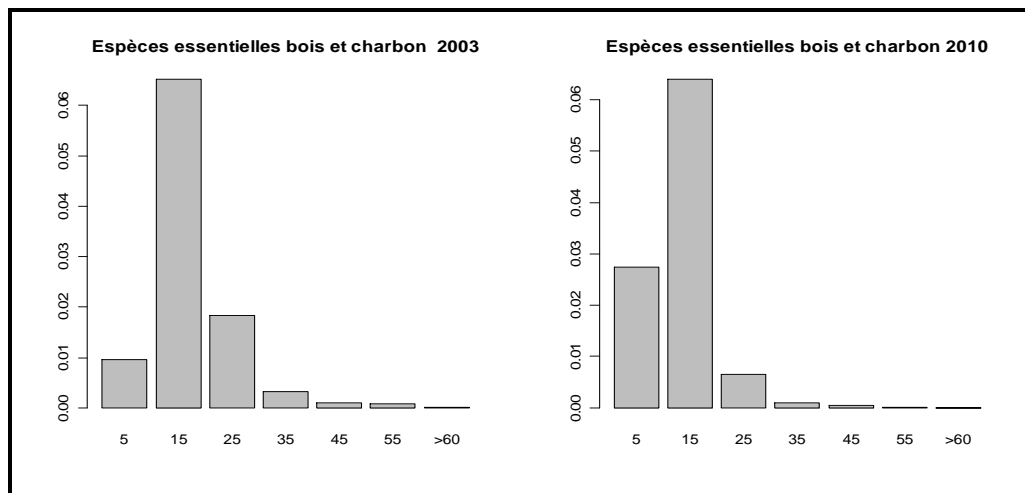
*Revenus nets moyens pour les trois catégories d'exploitations agricoles (pauvres, intermédiaires et riches) du village de Korokoro, Mali en 2003 (Hautdidier et Gautier, 2005).*



*Citations des sources de revenus selon le statut familial (chefs d'exploitation, chefs de ménage dépendants ou femmes) à Korokoro, Mali, en 2003 (Hautdidier et Gautier, 2005).*

***Dans les villages agréés comme marchés ruraux de bois au Mali, le transfert d'autorité de gestion des ressources ligneuses profite aux exploitations les plus pauvres et, au sein des exploitations, aux individus les plus pauvres.***

L'impact sur la durabilité environnementale est la grande inconnue de ces projets, faute de données fiables sur la résilience des écosystèmes. De fait, il est très difficile d'évaluer l'évolution de l'état des ressources forestières en savane soudano-sahélienne, et ce d'autant que les zones de coupe bougent au fil du temps, et que la pluviométrie est très variable d'une année à une autre (elle est actuellement supérieure à ce qu'elle était à la fin des années 1980). Ce que l'on peut affirmer, c'est que ce processus a conduit à une baisse de biodiversité : les espèces les plus prisées, au bois le plus dense, ont été les premières exploitées. Dans la mesure où ces espèces se régénèrent pour la plupart par graines, elles ont du mal à résister à la pression de coupe. Pour ce qui concerne la production de biomasse, il faut être plus prudent. Des écosystèmes qui sont fortement exploités peuvent se simplifier en termes de biodiversité, mais grâce à la régénération végétative de quelques espèces pionnières, être résilients sur le plan de la production de biomasse, et ce même si les diamètres des tiges issues de rejet de souche diminuent. Ces changements ont des impacts sur d'autres services écosystémiques. Au Niger, la gomme produite par *Combretum nigricans* (espèce particulièrement appréciée pour le bois-énergie), est de moins en moins abondante car les jeunes tiges n'en produisent pas.



*Diminution des circonférences de la classe 20-30 cm au profit de la classe 0-10 cm entre 2005 et 2010 dans un espace de coupe à Korokoro, Mali (Gautier et al., 2011).*

***La mise en place d'un marché rural de bois conduit à une érosion de la biodiversité et à une modification de la structure du peuplement, qui se régénère majoritairement par rejets de souche de Combretaceae avec des tiges de plus en plus petites.***

On a pu démontrer par des enquêtes socio-économiques l'impact économique indéniable de ces projets, au moins dans les premières années de fonctionnement du marché rural de bois et pour les groupes les plus défavorisés. Des enquêtes réalisées 10 ans après montrent que les populations pauvres sollicitent moins l'économie du bois pour la constitution de leur revenu, en raison de la dégradation de la ressource. Mais elles montrent aussi que les populations pauvres des premières années du projet ont pu bénéficier de l'économie du bois pour s'installer comme agriculteur ou développer de nouvelles activités (arboriculture, élevage) dans le village.

Le bûcheronnage étant considéré comme une activité socialement dégradante, réservée à des castes bien particulières ou aux populations pauvres, le tout début de l'implantation des marchés ruraux s'est fait sans heurt. Mais dès l'instant où l'économie du bois a pris de l'ampleur et que les populations pauvres se sont enrichies, les lignages autochtones sont rentrés en conflit avec eux pour mettre la main sur le processus. Après quelques ajustements sociaux, les avantages acquis par les SLG/SRG en termes de droits d'accès et d'usage ont néanmoins été préservés, tout le monde dans le village y trouvant désormais plus ou moins son compte. La possibilité pour les jeunes adultes d'obtenir des revenus en saison sèche a limité le recours à l'exode vers les grandes villes côtières, ce qui a eu un effet ressenti sur la stabilité des ménages et la santé. Les caisses villageoises ont permis des campagnes de vaccinations infantiles dans certains villages (rougeole, etc.)





*Bûcheron coupant un arbre de gros diamètre pour constituer une meule de charbon, en limite du village de Korokoro au Mali.*



*Bûcherons ramenant le bois coupé vers le lieu de charbonnage à Korokoro, Mali.*



*Bûcheron réalisant une meule d'une vingtaine de sacs de 70 kg de charbon à Korokoro, Mali.*

Outre le renforcement des capacités des groupes les plus défavorisés, la grande réussite des SED a été de pousser toutes les institutions impliquées à s'interroger sur la gouvernance des ressources et sur leur rôle dans cette gouvernance, dans le contexte mouvant d'une décentralisation incomplète, du fait que les acteurs locaux se sont réapproprié des ressources sur lesquelles ils avaient perdu leurs droits depuis la colonisation. Des stratégies d'ajustement sont en cours entre ces institutions pour savoir qui va contrôler l'accès et l'usage des ressources : contournement, dialogue via des conventions locales... Rien n'est encore stable, mais au moins les SED ont-elles fait bouger les choses. Dans des zones où les conflits entre éleveurs et agriculteurs entraînent chaque année des conflits violents, les SLG ont parfois amélioré le dialogue entre communautés.

L'impact institutionnel dans le secteur forestier est indéniable. La réforme des lois forestières a été un préalable à la mise en œuvre des SED, afin de pouvoir transférer aux populations rurales l'autorité de gestion sur leurs ressources. Cela étant, cet impact reste sectoriel. Malgré les décalages entre les réformes forestières et les autres pans des politiques de décentralisation, concernant notamment le transfert de foncier et de compétences en matière de gestion des ressources naturelles, qui peuvent créer des tensions sur le terrain du fait de la

multiplicité des droits d'accès aux ressources, les réformes forestières n'ont pas eu un grand effet d'entraînement.

### **Limites de l'expérience**

Sur le plan politique, le principal obstacle rencontré par ces projets est la question de la redevabilité des institutions impliquées dans le processus (SLG/SRG, autorités coutumières, autorités territoriales et communales, administration déconcentrée) et la question de savoir qui est responsable du contrôle de l'accès et de l'usage des ressources.

Sur le plan technique, l'option a été prise dans les deux pays de suivre, dans la grande tradition forestière, l'option de plans d'aménagement avec des normes « scientifiques » (limitation d'un massif, parcelles de rotation, quotas, enstérage, etc.). Ces normes ne correspondent pas forcément aux savoirs et représentations locales. Elles ne sont pratiquement pas suivies au Mali ni au Niger et doivent être revues. Les SED ont montré que l'approche « techniciste » des années 80, qui favorisait la mise en place de plans d'aménagement conçus sur des bases directement issues des écoles forestières, ne pouvait pas être poursuivie dans le contexte d'urgence de réponse à une demande urbaine incompressible et régulière. Il convenait d'y ajouter une approche économique, où la simplification de ces plans d'aménagement devait permettre, par une extension territoriale, la réussite des SED. Celle-ci dépendait (et dépend) avant tout de la couverture spatiale occupée par les territoires des SLG/SRG et de la concurrence entre une exploitation dite incontrôlée et l'exploitation par les SLG/SRG.

Sur le plan financier, le système de taxation fonctionne relativement bien au Niger où les marchés ruraux de bois prélèvent à la source la part des taxes qui leur reviennent. Le système fonctionne moins bien au Mali où l'argent perçu part à Bamako et où la ristourne ne revient pas forcément ou pas en intégralité à la commune, et où le marché rural ne perçoit rien en retour de sa bonne gestion. On peut de fait s'interroger sur l'efficacité du système de taxation différentielle allégeant les taxes payées par les bûcherons des marchés ruraux, par rapport à celles des zones non aménagées, du fait de la déficience du contrôle. Ce constat a justifié ces dernières années, dans le cadre du projet Gestion forestière communale et communautaire (GESFORCOM) de l'Union européenne, la conception d'un contrôle forestier décentralisé où la commune devient le centre de mise en œuvre et de suivi de la SED (test à l'échelle d'une seule commune au Niger). Par ailleurs, dans les deux pays, on peut avoir de sérieux doutes sur l'utilisation de la part des taxes réservée au fonds d'aménagement forestier, dont l'impact est très peu perceptible sur le terrain, sauf pour des actions « vitrine ».

Sur le plan organisationnel, il est délicat de donner du pouvoir à des groupes socialement marginaux sur un morceau d'espace du territoire villageois. Même si cela est nécessaire, dans la mesure où ces groupes se sont professionnalisés dans le bois, cela demande de nombreux ajustements sociaux, qui passent par des phases de conflit où chaque partie en réfère à son registre de droit.

L'intervention est une réponse efficace aux enjeux de durabilité. D'une part, les agents de l'Etat ne pouvaient plus assurer le contrôle de l'exploitation nécessaire à l'approvisionnement des villes, en partie du fait des restrictions liées aux plans d'ajustement structurel, en partie du fait de l'augmentation de la demande urbaine. D'autre part, les populations rurales, dans un contexte de décentralisation, ne pouvaient plus accepter que des marchands de la ville viennent exploiter leurs ressources. Il était donc nécessaire de transférer le pouvoir de gestion au niveau local. Cependant, des ajustements restent encore à faire. On est au milieu du gué. Des droits ont été acquis, mais d'autres restent à acquérir ou à être appliqués pour que le transfert soit complet et que l'on sache précisément qui est redevable de quoi.

L'appropriation des dispositifs et des pratiques a été correcte, mais avec le recul, certains outils organisationnels et techniques sont à améliorer et à compléter, car ils ne sont pas forcément adaptés au contexte écologique et social.

Un bilan des expériences SED menées au Niger et au Mali, mais aussi des options prises par le Sénégal et le Burkina Faso, est à établir, afin de voir ce qui marche ou non, tant en termes organisationnels que techniques dans cette région : quel lien entre décentralisation et transfert d'autorité de gestion ? Quel système de taxation ? Quels droits et devoirs pour les coopératives de bûcherons mais aussi pour les agents déconcentrés et les autorités territoriales ? Quelles règles techniques ? Quels outils de suivi de ces règles ?